

RÉSUMÉ

La crise dans la région du lac Tchad continue de déstabiliser la région de Diffa au Niger depuis 2015, et de provoquer d'importants mouvements de populations. Environ 250 000 personnes déplacées vivent ici dans des sites spontanés, dans un contexte de crise socio-économique qui exerce une pression importante sur les ressources limitées des populations vivant dans cette zone.¹

Tandis que des efforts importants ont été faits pour combler les manques d'information sur l'étendue des besoins des populations affectées en eau, hygiène et assainissement (EHA)², peu d'informations existent sur les aspects de protection liés à ce secteur. En particulier, les difficultés et dangers liés à l'utilisation des services par les filles, les garçons, les femmes et les hommes, y compris les personnes âgées et en situation de handicap sont peu connus, tout comme le niveau de consultation et d'implication de ces différents groupes dans les mécanismes de gestion et de retour d'information liés aux services EHA existants.

Afin de combler ces manques, le cluster WASH du Niger a mené une évaluation sur les aspects de protection transversale liés à l'eau, l'hygiène et l'assainissement, en collaboration avec REACH et en partenariat avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Cette évaluation a visé les populations vivant dans les sites de déplacés recensés par la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC),³ appelés ici « sites DREC », et celles des villages voisins,³ appelés ici « villages non-DREC ». Elle s'est basée sur des enquêtes ménages, avec un échantillon sélectionné aléatoirement dans les 5 départements concernés, ainsi que sur des groupes de discussion avec des participants sélectionnés par âge et sexe (filles de 11 à 17 ans, garçons de 11 à 17 ans, femmes de 18 ans ou plus, hommes de 18 ans ou plus).

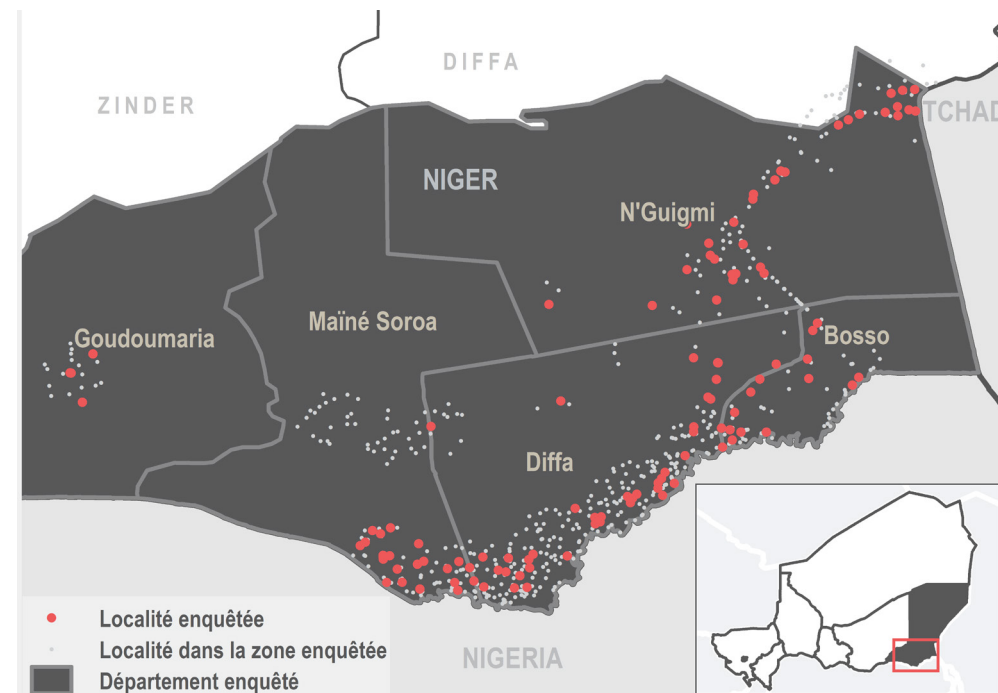
Un total de 1 393 ménages, dont 1 073 dans les sites DREC et 320 dans les villages non-DREC, ont été interrogés entre le 2 et le 16 mai 2018. Les résultats des entretiens ménages sont représentatifs au niveau départemental, avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 7% pour les sites DREC et un niveau de confiance de 90% et une marge d'erreur de 10% pour les villages non-DREC. Les résultats des questions posées à un sous-ensemble des ménages enquêtés peuvent avoir un niveau de confiance inférieur et une marge d'erreur plus large.

Un total de 48 groupes de discussion ont été réalisés, dont 24 sur des sites DREC et 24 dans des villages non-DREC. Ces localités ont été choisies pour couvrir une variété de contextes qui pourraient déterminer des expériences différentes des populations, par rapport à l'accès et à l'utilisation des services EHA. Les groupes de discussion ont servi à l'interprétation des résultats des enquêtes ménages.

Cette fiche d'information fournit un aperçu des résultats de cette évaluation, et est structurée selon les thématiques suivantes : Eau ; Assainissement ; Hygiène ; Information, consultation et implication. La liste des recommandations formulées par le cluster WASH du Niger à la suite de l'évaluation est fournie en [annexe](#).

Une analyse des résultats au niveau départemental est disponible en ligne dans le [rapport final](#), ainsi que la [base de données](#) issues de la collecte.

Couverture



Démographie^{3,4}

153 448 ménages
sites DREC 71 267 ménages
villages non-DREC 82 181 ménages

Ménages enquêtés

1 393 ménages
sites DREC 1 073 ménages
villages non-DREC 320 ménages

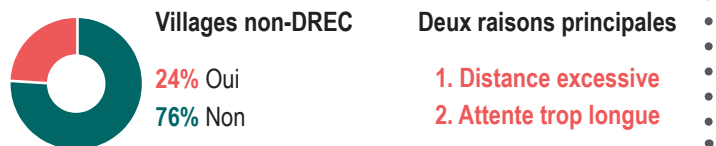
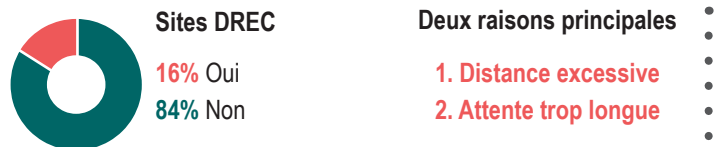


EAU

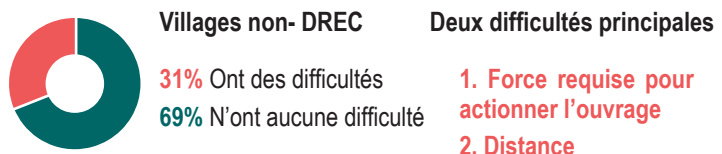
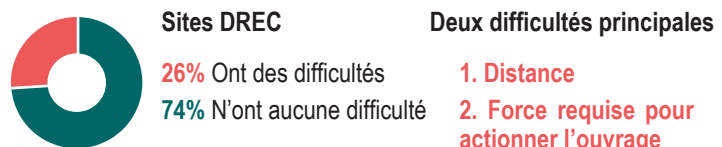
26% des ménages enquêtés dans les sites DREC et 31% des ménages dans les villages non-DREC ont rapporté avoir des difficultés à utiliser les points d'eau disponibles, les difficultés principales étant une distance excessive des points d'eau et la quantité de force requise pour actionner les ouvrages. Ces difficultés pénalisent fortement les femmes et les enfants qui, selon les enquêtés, sont les principaux responsables des activités de collecte de l'eau et transportent l'eau principalement à pied. De plus, les risques de protection rapportés semblent affecter surtout les mineurs, les filles en particulier ; des cas d'agression ou de harcèlement sur le trajet vers le point d'eau ont été rapportés lors des groupes de discussion, ainsi qu'un manque systématique de respect de l'ordre d'arrivée au point d'eau pénalisant les individus les plus faibles. 8% et 11% des ménages enquêtés ont rapporté des risques de protection liés aux activités de collecte de l'eau dans les sites DREC et villages non-DREC respectivement, le risque rapporté dans plus de la moitié de ces cas étant un risque de violences physiques.

↕ Contraintes d'accès liées aux caractéristiques de conception des services

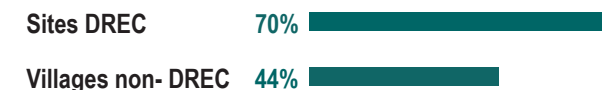
% de ménages rapportant ne pas utiliser les sources d'eau disponibles et fonctionnelles et leurs deux raisons principales



% de ménages rapportant d'importantes difficultés physiques liées à l'utilisation du point d'eau et deux difficultés principales



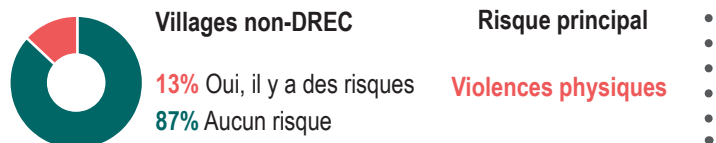
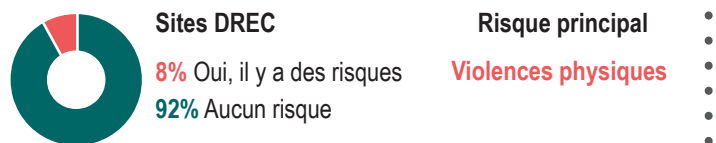
% de ménages disposant de récipients de 10-20L avec couvercle, pour le transport de la part des enfants et personnes à mobilité réduite⁵



En particulier, en ce qui concerne les personnes âgées et celles en situation de handicap, les participants des groupes de discussion ont signalé une dépendance presque totale de ces groupes aux autres membres de la communauté. Selon les enquêtés, ces personnes ne sont pas assez mobiles pour parcourir la distance les séparant des points d'eau ou ils ne disposent pas de force suffisante pour puiser

🛡️ Contraintes d'accès liées à des risques de protection

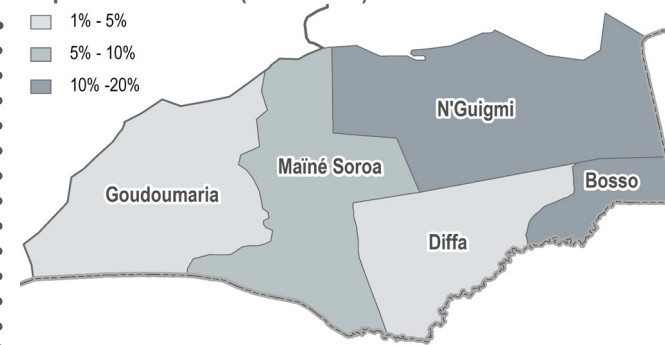
% de ménages rapportant des risques de protection liés à la collecte de l'eau et risque principal



Deux moments différents de la collecte ont été identifiés comme potentiellement dangereux : le trajet et l'attente au point d'eau. Concernant les violences sur le trajet, les enquêtés ont fait le plus souvent référence au harcèlement ou aux agressions subis par les jeunes filles de la part des jeunes garçons. En ce qui concerne l'attente au point d'eau, ce moment a été décrit pendant les groupes de discussion comme un moment où « règne la loi du plus fort ». Des bagarres entre les utilisateurs, à cause d'un manque de respect de l'ordre d'arrivée, ont été systématiquement rapportées. Ce sont les mineurs en général, et les filles en particulier, qui semblent être les plus vulnérables pendant ces moments.

D'un point de vue géographique, les départements où les ménages ont rapporté le plus souvent des risques se situent principalement à proximité du Lac Tchad.

% de ménages rapportant des risques liés à l'utilisation ou gestion du point d'eau utilisé (sites DREC)



¹ Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Niger - Aperçu des besoins humanitaires 2018, novembre 2017.

² Entre autres : Evaluation EHA Diffa (Cluster EHA, août 2016), Cartographie des structures sociocommunautaires (REACH, août 2016), Evaluation des connaissances, attitudes et pratiques (CAP) en EHA des populations touchées par la crise du Lac Tchad (Cluster EHA, septembre 2017).

³ Recensement de la Direction Régionale de l'Etat Civil, des Migrations et des Réfugiés (DREC), 31 octobre 2017.

⁴ Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2012, chiffres actualisés pour 2018 selon le taux d'accroissement établi par l'Institut National de Statistique du Niger.

⁵ Pourcentage de ménages disposant de récipients appropriés (10-20L de capacité, avec couvercle) pour le transport de l'eau par les enfants, les femmes enceintes, les personnes âgées et à mobilité réduite, parmi les ménages où ces individus participent aux activités de collecte de l'eau.

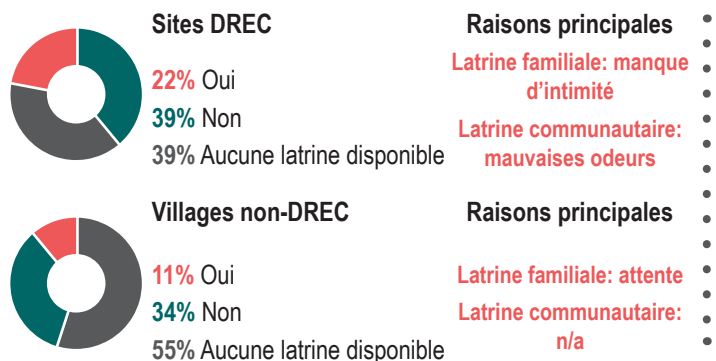


ASSAINISSEMENT

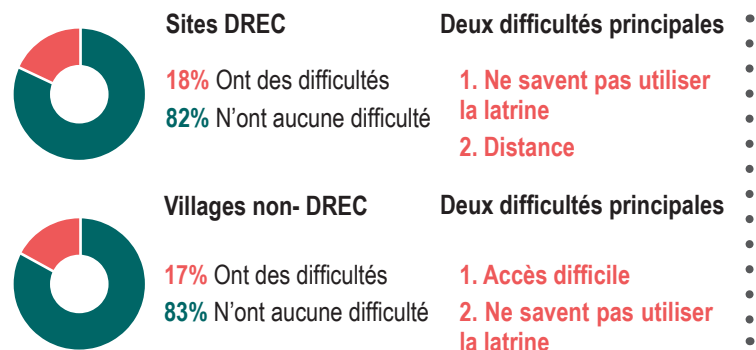
Pour les sites DREC, 18% des ménages ont rapporté avoir des difficultés physiques d'utilisation des latrines, parmi les 61% ayant dit utiliser une latrine familiale qui leur est propre, une latrine familiale chez un autre ménage ou une latrine communautaire. La difficulté rapportée le plus souvent, par environ la moitié de ceux-ci, était le fait que certains utilisateurs ne savent pas comment se servir des latrines. La situation dans les villages non-DREC était comparable à celle rapportée dans les sites DREC, avec 17% des ménages ayant indiqué avoir des difficultés d'utilisation des latrines sur les 45% en utilisant. Cependant, il faut noter que la raison principale, rapportée par 32% de ceux-ci, était la difficulté d'accès à l'endroit où les latrines se situent. Il faut aussi noter que l'accès aux latrines semble être significativement plus faible dans les villages non-DREC, avec 55% des ménages ayant affirmé ne pas utiliser de latrines, contre 39% dans les sites DREC. Pour les sites DREC, des risques liés à l'utilisation des latrines ont été rapportés par 6% des ménages, parmi les 61% ayant dit utiliser des latrines. Dans environ la moitié des cas, les risques rapportés ne relevaient pas de questions de protection et concernaient surtout le danger de tomber dans le trou de la latrine pour les enfants. Pour les villages non-DREC, parmi les 45% de ménages ayant dit utiliser une latrine, 10% ont rapporté des risques liés à son utilisation.

↕ Contraintes d'accès liées aux caractéristiques de conception des services

% de ménages rapportant ne pas utiliser les latrines disponibles et fonctionnelles et leurs deux raisons principales



% de ménages rapportant d'importantes difficultés physiques liées à l'utilisation des latrines et deux difficultés principales⁶



% de ménages disposant de matériel pour l'entretien de la latrine utilisée⁵

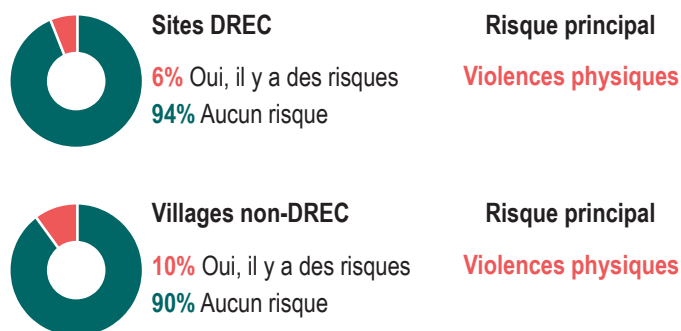


% de ménages utilisant une latrine avec un dispositif de lavage des mains à proximité⁵



🧤 Contraintes d'accès liées à des risques de protection

% de ménages rapportant des risques de protection liés à l'utilisation des latrines utilisées et risque principal⁵



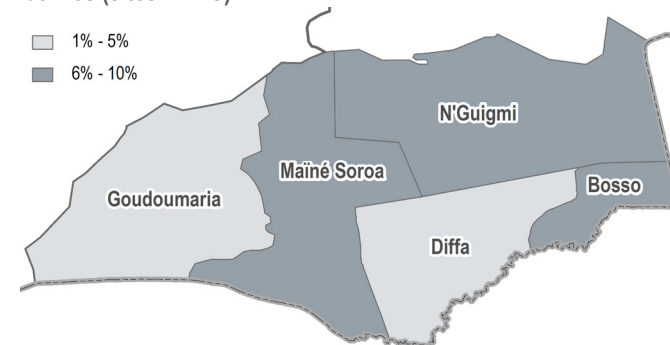
% de ménages utilisant une latrine ayant des portes qui peuvent être fermées de l'intérieur⁵



% de ménages utilisant une latrine qu'ils estiment garantir le respect de l'intimité⁵



% de ménages rapportant des risques liés à l'utilisation des latrines (sites DREC)⁵



⁶ Parmi les ménages, 61% dans les sites DREC et 45% dans les villages non-DREC, ayant dit utiliser une latrine. Des risques de protection ont été rapportés uniquement dans les départements de Bosso, Diffa et N'Guigmi ; pour les autres départements les risques rapportés concernaient surtout le danger de tomber dans le trou de la latrine pour les enfants.



KIT D'HYGIÈNE, D'ENTRETIEN, DE DIGNITÉ

Dans les sites DREC, 13% et 11% des ménages ont dit avoir reçu respectivement des kits d'hygiène et des kits d'entretien pendant les six mois précédant l'enquête. Parmi ceux-ci, 71% se sont dit satisfaits de la composition des kits d'hygiène reçus et 80% ont rapporté de même pour les kits d'entretien. Aucune différence significative n'a été observée dans les villages non-DREC, où 14% et

10% des ménages enquêtés ont dit avoir reçu au moins une distribution de kits d'hygiène ou d'entretien, respectivement. Cependant, seuls 45% des 14% de ménages ayant reçu des kits d'hygiène ont dit être satisfaits de leur composition. La raison principale d'insatisfaction vis-à-vis de ces kits était dans la quasi-totalité des cas une 'quantité insuffisante'. Les ménages ayant reçu des kits d'entretien et d'hygiène qui ont participé aux groupes de discussion ont également rapporté une insuffisance ; cependant, elle n'a pas été décrite comme une insuffisance du nombre d'articles contenus dans le kit même, mais plutôt comme de l'insatisfaction vis-à-vis de la quantité de kits distribués dans la communauté. A cause des faibles pourcentages de ménages ayant reçu des kits, il a été difficile d'obtenir des avis par rapport à la qualité des articles qu'ils contenaient. Pour les participants qui ont dit en avoir reçu au moins une fois, les bouilloires ont été identifiées comme étant les articles de moindre ou de mauvaise qualité.

Satisfaction

% de ménages ayant reçu des kits d'hygiène au cours des six mois précédant l'évaluation, % de ces ménages se disant globalement satisfaits des kits reçus, et raison principale d'insatisfaction

Sites DREC

13% ont reçu des kits



29% Insatisfaits
71% Satisfaits

Quantité insuffisante

Villages non-DREC

14% ont reçu des kits



55% Insatisfaits
45% Satisfaits

Quantité insuffisante

% de ménages ayant reçu des kits d'entretien au cours des six mois précédant l'évaluation, % de ces ménages se disant globalement satisfaits des kits reçus, et raison principale d'insatisfaction

Sites DREC

11% ont reçu des kits



20% Insatisfaits
80% Satisfaits

Quantité insuffisante

Villages non-DREC

10% ont reçu des kits



40% Insatisfaits
60% Satisfaits

Quantité insuffisante

Satisfaction vis-à-vis des kits de dignité distribués

Les filles n'ayant jamais reçu de kit de dignité ont dit essayer de s'informer dans les villages voisins par rapport à l'utilisation et l'utilité des articles y contenus, à défaut d'être informées par leurs mères ou soeurs. Ces kits étaient considérés de bonne qualité et extrêmement utiles par les filles et les femmes ayant participé aux groupes de discussion, surtout le coton et pagne, la seule source d'insatisfaction étant la quantité des articles inclus. Les participantes ont rapporté que les kits devraient être distribués à cadence régulière pour pouvoir suffire.

Modes de distribution

% de ménages, parmi ceux ayant reçu des kits d'hygiène ou d'entretien, se disant satisfaits des modalités de distribution⁷



Sites DREC
24% Insatisfaits
76% Satisfaits



Villages non-DREC
100% Satisfaits

Modalité de distribution préférée par les ménages



Sites DREC
66% Distribution directe d'articles
11% Distribution de coupons
23% Distribution d'argent



Villages non-DREC
69% Distribution directe d'articles
8% Distribution de coupons
23% Distribution d'argent

Les participants aux groupes de discussion, hommes et femmes de manière égale, ont dit préférer la solution des distributions directes de kits là où un marché à proximité n'est pas disponible. Dans ces cas, même si les ménages recevaient de l'argent ou des coupons, la distance jusqu'au marché le plus proche présentait une contrainte importante d'accès aux articles. Dans d'autres localités, les hommes ont indiqué parfois avoir une préférence pour les coupons, qui selon eux permettraient d'avoir plus de choix par rapport aux types ou à la qualité des articles. Par contre, certaines femmes ont dit préférer les distributions directes d'articles par crainte que d'autres types d'achat soient priorités par le chef de ménage si des coupons ou de l'argent étaient distribués.

⁷ Parmi les ménages, 17% dans les sites DREC et 14% dans les villages non-DREC, ayant reçu au moins une distribution de kits d'hygiène ou d'entretien dans les six mois précédant l'évaluation.



INFORMATION, CONSULTATION ET IMPLICATION

Pour les sites DREC, 62% des ménages enquêtés ont indiqué avoir reçu des messages de santé publique dans les six mois précédant l'enquête, le plus souvent à travers des séances de sensibilisation menées par les acteurs humanitaires. Les villages non-DREC étant généralement moins ciblés par les acteurs humanitaires, seuls 38% des ménages enquêtés

ont indiqué avoir reçu des messages de santé publique. Les groupes de discussion ont permis d'identifier des différences d'accès à l'information entre groupes d'âge. Notamment, filles et garçons se sont souvent dit peu ou pas du tout informés par rapport aux thématiques de l'EHA, ou l'utilisation des services, et ont exprimé le souhait de recevoir davantage de séances de sensibilisation. Pour les sites DREC, le niveau de consultation et d'implication des communautés dans la prise de décision pour la gestion des services existants était généralement moyen. La situation vis-à-vis de l'implication des communautés était comparable au niveau des villages non-DREC. Cependant, les populations des villages non-DREC ont moins souvent accès à des sources d'eau améliorées et gérées par des comités, ou des latrines communautaires, par rapport aux populations dans les sites DREC.

Messages de santé publique et connaissance des mécanismes de gestion des plaintes

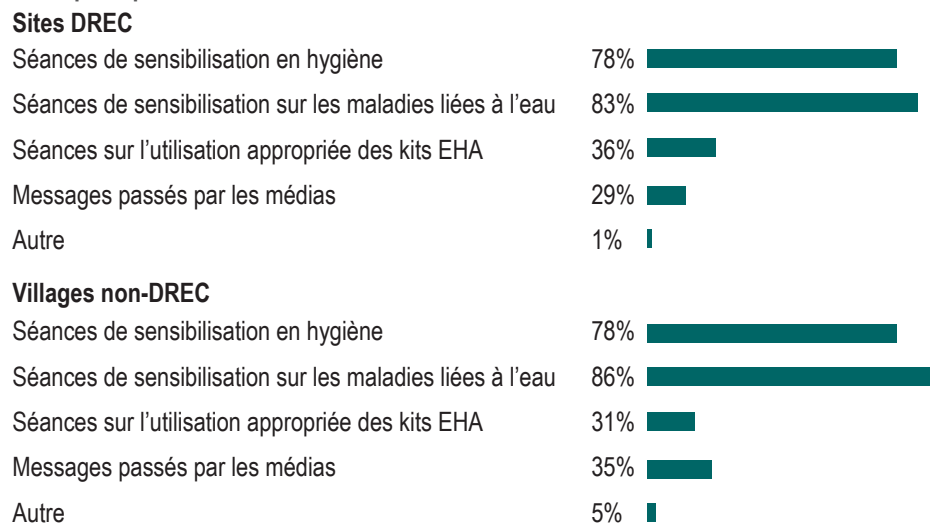
% de ménages ayant reçu des messages de santé publique dans les six mois précédant l'évaluation



Sites DREC
38% N'ont reçu aucun message de santé publique
62% Ont reçu des messages de santé publique

Villages non-DREC
62% N'ont reçu aucun message de santé publique
38% Ont reçu des messages de santé publique

% de ménages par source d'information, parmi les ménages ayant reçu des messages de santé publique



% de ménages s'estimant bien informés par rapport au mandat du comité de gestion, parmi les ménages utilisant principalement un point d'eau géré par un comité pour boire, cuisiner, se laver⁸



% de ménages qui connaissent l'Association des Usagers du Service Public de l'Eau, parmi les ménages utilisant principalement un point d'eau géré par un comité⁷



% de ménages disant connaître l'existence d'au moins un mécanisme de gestion de plaintes



Consultation et implication

Tableau récapitulatif des indicateurs concernant la consultation et l'implication des populations enquêtées

	% de ménages utilisant principalement un point d'eau géré par un comité	% de ménages estimant que la communauté a été impliquée dans la mise en place de ce comité	% de ménages se disant satisfaits de la gestion du dit point d'eau	% de ménages utilisant principalement un point d'eau ayant des horaires d'ouverture	% de ménages estimant que la communauté a été impliquée dans la définition de ces horaires	% de ménages se disant satisfaits des horaires appliqués	% de ménages utilisant principalement un point d'eau payant	% de ménages estimant que la communauté a été impliquée dans la définition des prix d'utilisation	% de ménages se disant satisfaits des prix appliqués	% de ménages utilisant principalement une latrine communautaire	% de ménages estimant que la communauté a été impliquée dans la mise en place de cette latrine	% de ménages se disant impliqués dans la gestion de la latrine
DREC	72%	42%	57%	66%	37%	48%	72%	36%	30%	16%	69%	44%
non-DREC	52%	79%	83%	46%	89%	72%	34%	62%	65%	10%	70%	40%

⁸ Parmi les ménages, 72% dans les sites DREC et 52% dans les villages non-DREC, ayant dit utiliser principalement un point d'eau géré par un comité.

ANNEXE : Recommandations du cluster WASH

Volet EAU:

- Nécessité de renforcer les activités d'information sur les règles d'usage au niveau des points d'eau, notamment vis-à-vis des files d'attente avec les comités de gestion des points d'eau (CGPE) ;
- Revoir le modèle de la dalle des ouvrages borne fontaine et pompe à motricité humaine, avec une texture rugueuse pour limiter les risques de glissade ;
- Recommander l'équipement de pompe à pied pour les forages de profondeur niveau statique (NS) > 30m (modèle Vergnet disponible au Niger) et obligatoire pour les NS > 45m
- Systématiser l'installation de système de poulie pour les puits cimentés de grande profondeur (NS > 30m) ;
- Intégrer dans les sensibilisations l'approche « déplacement en groupe », notamment des femmes et des enfants pour l'accès aux infrastructures éloignées pour limiter les risques de violences basées sur le genre (VBG);

Volet ASSAINISSEMENT:

- Renforcer et systématiser les sensibilisations sur l'usage des latrines au niveau des enfants (dans le cadre d'activité WASH in School notamment) ;
- Laisser la possibilité de construction de latrines communautaires, dont l'usage semble bien accepté par les populations, mais prioriser l'installation de latrines semi-familiales à familiales avec approche communautaire sur les sites stabilisés ;
- Renforcer le volet intimité des modèles de latrines familiales avec des techniques appropriées au design traditionnel de ce type d'ouvrage ;
- Intégrer dans les sensibilisations l'approche « déplacement en groupe », notamment des femmes et des enfants pour l'accès aux infrastructures éloignées pour limiter les risques de VBG ;

Volet KIT Hygiène, Entretien, Dignité:

- Renforcer et systématiser les sensibilisations sur l'usage des latrines au niveau des enfants (dans le cadre d'activité WASH in School notamment) ;
- Malgré une satisfaction générale sur le contenu des Kits Hygiènes, des problèmes de qualité de bouilloire a été souligné. Renforcer le contrôle qualité de ce bien lors de achats ;
- Intégrer une brouette systématiquement dans les Kits de comité de salubrité ;
- Renforcer les activités de sensibilisations et d'information autour des Kit Dignité, principalement lorsque que ces distributions sont faites dans le cadre de distribution de biens non-alimentaires (NFI). Voir pour proposer une formation des acteurs NFI par le cluster WASH ;
- Inclure des activités de sensibilisations et d'information autour des Kit Dignité, même s'il n'y a pas de distribution prévue dans le cadre de séance spécifique pour les filles et les femmes ;
- Rendre obligatoire l'intégration de morceau de pagne en coton pour les kits de Dignité ;
- Faire une évaluation des risques avant toute planification de distribution de coupons pour les distributions de Kit, notamment vis-à-vis de la distance des marchés disponibles (si ce n'est pas organisé en foire locale) ;

Gestion:

- Renforcer et systématiser les séances de sensibilisations et d'information sur les services de gestions, y compris dans les écoles ;
- Partager des bonnes pratiques, à intégrer dans le guide EHA Urgence sur la mise en place de comités ou Association des Usagers du Service Public de l'Eau, avec obligation d'un processus communautaire ;
- Systématiser la présence de femmes dans les comités, et évaluer leur degré de responsabilité réel. Evaluer la possibilité de proposer des comités uniquement composés de femmes.